ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Union méditerranéenne

Question au Gouvernement n° 3259

Texte de la question

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

M. le président. La parole est à M. Jean Roatta, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean Roatta. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères.

Il y a quelques mois déjà, la fondation Anna Lindh commandait une enquête à un institut de sondage concernant l'idée d'une union entre les deux rives de la Méditerranée. Cet institut a interrogé 13 000 personnes dans treize pays riverains de la Méditerranée, et les résultats de cette enquête ont montré que les populations de ces pays avaient l'espoir qu'un projet commun, fondé sur le principe d'une Union pour la Méditerranée, puisse apporter des résultats pour l'avenir. Plus de 80 % des personnes interrogées ont associé la Méditerranée à des valeurs positives et ont affiché leur conviction d'une proximité héritée d'un patrimoine commun.

Devant de tels chiffres, comment ne pas penser que l'UPM doit incarner le symbole premier de ces peuples ? Alors, aujourd'hui, au moment où les révolutions démocratiques du Sud méditerranéen tentent d'installer durablement la démocratie, en dépit des attentats et de toutes les difficultés qui sont les leurs, il s'agit de redonner une existence, une vie, une réalité à une communauté de valeurs et de civilisation. A cet égard, l'Union pour la Méditerranée me semble être l'institution la plus pertinente pour intervenir aux côtés de ces nouveaux gouvernements, notamment dans les domaines sociaux, environnementaux et économiques ; et, pour cela, la France a un rôle majeur à jouer.

Aussi, monsieur le ministre, au moment où la France préside le G8 et le G20, ne serait-il pas opportun de relancer concrètement et énergiquement l'UPM, qui reste toujours porteuse d'un réel potentiel d'avenir ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.* Monsieur Roatta, les principes qui guident notre politique étrangère et notre intérêt bien compris nous commandent d'accompagner l'immense mouvement populaire qui traverse le Maghreb et va jusqu'au Moyen-Orient.

Il convient d'abord d'agir à court terme, car la transition démocratique qui se prépare dans certains de ces pays pourrait être compromise par les difficultés économiques qui s'accumulent, ne serait-ce que par la chute spectaculaire du tourisme. C'est la raison pour laquelle le Président de la République a souhaité inviter lors de la réunion du G8 à Deauville, la Tunisie et l'Égypte, pour mobiliser les pays les plus riches dans un plan d'action concret au profit de ces deux pays.

M. Roland Muzeau. Mais vous renvoyez les réfugiés !

M. Alain Juppé, *ministre d'État.* Deuxièmement, nous devons agir à moyen et long terme. C'est ce que nous faisons au sein de l'Union européenne. J'ai demandé que les moyens de la politique de voisinage continuent à être concentrés, pour les deux tiers, sur le sud méditerranéen.

Enfin, vous avez raison, il faut relancer l'Union pour la Méditerranée, qui était une vision anticipatrice du Président de la République. Pour cela, nous devons, premièrement, nous focaliser sur des projets concrets. Je n'en citerai que deux : le plan solaire méditerranéen et l'Office méditerranéen de la jeunesse. M. Éric Besson me disait à l'instant que les ministres de l'industrie du Sud de la Méditerranée, réunis récemment à Malte, sont partants pour cet Office méditerranéen de la jeunesse, qui pourrait être une sorte d'Erasmus des deux côtés de la mer. Nous devons, deuxièmement, relancer la gouvernance de l'Union pour la Méditerranée. J'ai, de ce point

de vue, une bonne nouvelle à vous annoncer : les pays du Sud se sont accordés, pour le poste de secrétaire général, sur la candidature de M. Amrani, secrétaire général du ministère des affaires étrangères marocain. Nous soutiendrons cette excellente candidature.
M. François Goulard. Très bien !
M. Alain Juppé, *ministre d'État.* Au total, monsieur le député, nous ne devons pas nous tromper d'objectif. La seule manière de stabiliser les flux de populations autour de la Méditerranée n'est pas de construire un mur le long de nos frontières - d'autres s'y sont essayés et ont échoué - mais de permettre à l'immense jeunesse du Sud de réaliser son rêve, c'est-à-dire de vivre au pays avec du travail et dans la liberté ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : M. Jean Roatta
Circonscription : Bouches-du-Rhône (3e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3259
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes
Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 18 mai 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 mai 2011